



Sociétés et jeunes en difficulté

Revue pluridisciplinaire de recherche

22 | Printemps 2019

Tentations et tentatives d'éduquer les parents

Imed Melliti [dir.], Hayet Moussa [dir.], *Quand les jeunes parlent d'injustice. Expériences, registres et mots en Tunisie*

L'Harmattan, coll. « Socio-anthropologie des mondes méditerranéens et africains », Paris, 2018, 250 p.

Éric Marlière



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sejed/9913>

ISSN : 1953-8375

Éditeur

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse

Référence électronique

Éric Marlière, « Imed Melliti [dir.], Hayet Moussa [dir.], *Quand les jeunes parlent d'injustice. Expériences, registres et mots en Tunisie* », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], 22 | Printemps 2019, mis en ligne le 20 août 2019, consulté le 13 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sejed/9913>

Ce document a été généré automatiquement le 13 septembre 2019.



Sociétés et jeunes en difficulté est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Imed Melliti [dir.], Hayet Moussa [dir.], *Quand les jeunes parlent d'injustice. Expériences, registres et mots en Tunisie*

L'Harmattan, coll. « Socio-anthropologie des mondes méditerranéens et africains », Paris, 2018, 250 p.

Éric Marlière

- 1 Cet ouvrage collectif réalisé sous la direction d'Imed Melliti et d'Hayet Moussa réunit cinq chercheurs de l'université de Tunis, quatre sociologues et une géographe. Les contributeurs dressent un portrait très éclairant de la Tunisie postrévolutionnaire, en abordant la thématique du sentiment d'injustice auprès des jeunes des milieux populaires rencontrés dans les quatre coins du pays.
- 2 Dès l'introduction générale rédigée par le sociologue Imed Melliti, le travail de cadrage temporel restitue les conditions de déstabilisation de l'État tunisien, au début des années 1980, suite au plan d'ajustement structurel et à la libéralisation de l'économie. Cette décennie marque le début d'une dégradation socioéconomique en Tunisie. Les différentes enquêtes effectuées en 2016 pour cet ouvrage, soit à peine cinq ans après la Révolution, montrent que l'euphorie de l'élan démocratique portée par celle-ci ne cesse de retomber (p. 30). Imed Melliti insiste dès lors sur le retour de la question sociale et de la problématique régionale des phénomènes qui témoignent de l'ampleur des attentes non satisfaites de la jeunesse populaire tunisienne confrontée à la mondialisation, aux nouvelles technologies et aux transformations culturelles. Par ailleurs, il s'attache à définir l'objectif de cette recherche qui comprend deux dimensions distinctes mais complémentaires : appréhender les représentations du juste et de l'injuste des jeunes enquêtés et les attentes politiques et sociales qui en découlent, d'une part, et la perception qu'ont les jeunes adultes de la réalité sociale et des formes d'intervention de l'État autour du bien commun, d'autre part. Quelques parents de ces jeunes ont également été sollicités pour apporter une dimension longitudinale à cette recherche. L'hypothèse

centrale consiste à montrer que les différences entre générations surdéterminent, en partie, les attentes normatives vis-à-vis de l'État (p. 39). C'est pourquoi l'auteur mobilise des auteurs comme S. Thompson, A. Honneth, F. Dubet ou encore N. Fraser ; en effet, pour cerner au mieux les figures et les formes de l'injustice, il faut arpenter trois dimensions conceptuelles majeures : « celle que propose la justice distributive, la voie ouverte par la théorie de la reconnaissance et, enfin, l'apport considérable des travaux sur les "économies morales" » (p. 31).

- 3 Dans le premier chapitre, la coordinatrice de cet ouvrage, la sociologue Hayet Moussa, aborde du point de vue théorique la question de l'expérience, en lien avec les problématiques de l'injustice, en s'appuyant notamment sur les travaux du philosophe Emmanuel Renault. Il s'agit de partir de ce que les jeunes rencontrés disent de l'injustice. Dans une première partie, l'auteure traite la question des ruptures causées par les obstacles sociaux à travers des formules sémantiques de « sens commun » comme fils de bonnes familles « *Weld flên* » (p. 52), « les sans » (p. 54), les « privilégiés » (p. 56), ou encore, quand on s'attache aux invisibles, ceux qui ne sont « ni pris en compte ni entendus » (p. 57). Ces expressions courantes caractérisent, en quelque sorte, les injustices sociales auprès des jeunes interrogés. Une deuxième partie propose de traiter les questions relatives à la famille, sachant que la problématique de l'« héritage » (p. 62) est primordiale pour construire son avenir. Le rôle de l'école est également central mais reste conditionné par l'origine familiale et la situation sociale du père. Pour les jeunes de milieux modestes, le plus souvent en situation d'échec, l'école se résume à un sentiment d'indignité et d'humiliation. Enfin une troisième et dernière partie aborde la problématique du monde du travail. La plus grande hantise des jeunes consiste à occuper des emplois subalternes, à l'origine de conditions salariales injustes (p. 75) : « Si le rapport salarial est asymétrique, montre Hayet Moussa (p. 79), et si le travail est pénible, le salaire faible, il est un seuil au-delà duquel les inégalités au travail deviennent inacceptables ; le mépris et l'humiliation font le reste. » Même les diplômés des milieux populaires connaissent des problèmes d'insertion professionnelle réels et se sentent méprisés par les employeurs ou leurs supérieurs hiérarchiques parfois moins instruits qu'eux. Pour nombre de jeunes, insultes, mépris, ou absence de reconnaissance, attestent d'un sentiment d'injustice vivace.
- 4 Le deuxième chapitre, rédigé par le coordinateur de l'ouvrage, Imed Melliti, constitue la clef de voûte théorique de l'ouvrage. L'hypothèse centrale du chapitre consiste à évaluer l'« écart entre les inégalités sociales et les perceptions des injustices » (p. 89). Pour Melliti, les « sentiments d'injustices sont de l'ordre de l'immédiateté » (p. 98) et comprennent trois registres clés : les revendications d'ordre moral et politique autour de l'égalité et du « bien commun » (tout le monde doit avoir sa chance) ; les justifications juridiques autour de la loi (réquisitoire à l'égard de la corruption et du népotisme, etc.) ; les dénonciations autour des inégalités régionales et territoriales (par exemple, les jeunes des régions du Sud et des territoires intérieurs ont le sentiment d'être abandonnés par la capitale et le littoral). À travers des extraits d'entretiens opérés auprès de jeunes filles et de jeunes garçons, l'auteur montre bien les attentes différées et les désespoirs face à ces trois registres. Il distingue deux formes d'attitude : les jeunes qui font des « comparaisons raisonnables » (p. 120), et celles et ceux qui refusent de se comparer. La référence religieuse à Dieu avec « *El Hamdoulillah* » permet de relativiser sa situation pourtant parfois critique. En revanche, la démesure ou la « consommation compulsive »

– expression empruntée au philosophe Dany-Robert Dufour (p. 119) – de certains jeunes de bonnes familles, montrent les limites de la tolérance des jeunes en difficulté.

- 5 Le troisième chapitre traite davantage du lexique et du vocabulaire mobilisés par les jeunes lors des entretiens. La sociologue Kaouther Graïdia, a identifié les catégories indigènes d'usage des mots susceptibles d'éclairer la question de l'injustice sociale. Les jeunes des régions du Sud, en raison d'un sentiment de délaisement ou de déprédation, ont un recours sémantique plus étendu que des jeunes du littoral ou du Grand Tunis (p. 144). Dans le Sud notamment, le sentiment de spoliation est tel que certains jeunes réclament un « droit de préemption ». L'auteure se demande si, du point de vue politique et social, nous pouvons y déceler un discours de classe ou plutôt un discours de dominé (p. 147). Le déni de reconnaissance se résume au terme de « *hogra* » (p. 151), terme déjà utilisé par les jeunes issus de l'immigration des quartiers populaires urbains français pour désigner des situations d'humiliation. Pour Kaouther Graïdia, le terme « *hogra* » « prend ancrage dans une culture de l'honneur et dans un principe d'égalité » (p. 153). Un autre terme essentiel pour décrire l'injustice, le mépris ou l'humiliation, est « *zawwali* » qui traduit à la fois le manque de ressource, la vulnérabilité situationnelle, mais surtout « l'incapacité à garder une maîtrise de sa vie » (p. 156). Ainsi, les jeunes Tunisiens du Sud disposent d'un vocabulaire vernaculaire imagé mais lourd de sens pour expliquer les déterminismes sociaux et l'injustice reproductive qui l'accompagne.
- 6 Le quatrième chapitre, rédigé par le sociologue Arbi Dridi, tente de donner une définition de la perception de la pauvreté chez les jeunes. Pour l'auteur, la notion reste trop vague, et il préfère s'orienter sur les notions d'inégalité, de précarité et de vulnérabilité, qui ont une assise plus forte sur le terrain. La grande problématique des jeunes rencontrés se résume, en quelque sorte, à « l'espace de fragilité » (p. 166), un processus qui constitue un obstacle à l'indépendance financière. La quête d'autonomie représente en somme le graal de nombreux jeunes des milieux populaires en Tunisie. Le condensé sémantique pour illustrer le manque et l'incapacité pour ces jeunes est le mot *zawwali*. Certains jeunes se réfèrent au passé idéalisé d'avant la Révolution, où les politiques publiques de redistribution régulaient les inégalités. Mais on ne sait pas si ces jeunes font référence à la Tunisie sous l'ère Ben Ali, ou à celle de son prédécesseur Bourguiba. Selon Arbi Dridi, la pauvreté fait l'objet de « conflit des interprétations » (p. 173) entre trois causes perçues comme à l'origine des difficultés sociales : Dieu, le hasard et le pouvoir politique. C'est pourquoi la perception de ces jeunes, selon l'auteur, est le plus souvent tronquée car ils n'arrivent pas à se situer dans la hiérarchie propre à la stratification sociale tunisienne, et surtout ils ne perçoivent pas les logiques d'appartenance de classe. Ce constat est d'autant plus dommageable, que la Tunisie est entrée dans la société du risque depuis les années 1990.
- 7 Dans le cinquième et dernier chapitre, la géographe Besma Loukil traite des questions de fracture régionale en Tunisie. Tout d'abord, il existe un ensemble de préjugés vivaces quant à l'appartenance régionale : les jeunes du Sud n'ont pas d'avenir, les jeunes de Jendouba sont mauvais, etc. Il existe des déséquilibres régionaux conséquents (p. 196) et ces déséquilibres sont à l'avantage de Tunis et de sa région, mais aussi du littoral et de Sfax. Nous avons une Tunisie de l'Est et du Nord quelque peu avantagée au niveau des entreprises, des infrastructures et des services publics. Pour Besma Loukil, l'importance des centres de formation supérieure est réelle mais malheureusement les inégalités en matière d'infrastructures universitaires handicapent les jeunes évoluant dans des espaces territoriaux isolés : « L'insuffisance en matière d'institutions éducatives dans les régions

intérieures, la majorité est concentrée dans les grandes villes et sur le Grand Tunis, contribue au chômage et à la pauvreté. » (p. 200). C'est pourquoi une bonne partie de jeunes évoluant dans les régions défavorisées sont en quête de « discrimination positive » (p. 220) de la part des politiques publiques afin que les biens et les richesses soient mieux redistribués.

- 8 La lecture de cet ouvrage apporte, à partir d'un matériau empirique important, un ensemble d'éléments pour répondre à la question initiale posée dans le titre : l'écart entre les inégalités réelles et le sentiment d'injustice personnalisé et envisagé par les jeunes tunisiens rencontrés par les auteurs. Les différentes enquêtes restituées ici mettent à jour un regard novateur sur la Tunisie post-révolutionnaire, loin des plages touristiques. En effet, les chercheurs ont eu la bonne idée d'interroger la nouvelle génération, notamment les jeunes des milieux populaires et quelques parents, afin d'établir une sorte d'inventaire sur le vécu et le perçu d'une jeunesse en proie aux doutes et aux difficultés. La question des inégalités est donc centrale en Tunisie et prend une dimension inattendue dans un contexte démocratique plutôt nouveau ; les aspirations naissent et la parole se libère. Néanmoins, les déceptions sont d'autant plus grandes que la révolution peine à porter ses fruits. Les propos restitués par les chercheurs auprès des nouvelles générations post-Ben Ali rencontrées dans les milieux populaires illustrent très bien le sentiment de désillusion.
- 9 À la lecture des différents chapitres, les propos de ces jeunes nous rappellent parfois ceux des jeunes rencontrés dans les milieux populaires ruraux mais aussi des quartiers populaires urbains en France. D'ailleurs, des analogies auraient pu être opérées malgré les différences des niveaux de vie, les divergences culturelles et les références mobilisées. Bien que la France reste un pays possédant des infrastructures performantes et une économie compétitive, les questions relatives à la dette publique et les effets négatifs liés à la mondialisation affectent également les nouvelles générations¹, notamment les jeunes des classes populaires et ceux des classes moyennes en voie de déclassement. Ainsi, les transformations de l'économie mondialisée touchent l'ensemble des jeunes des milieux populaires dans le monde, qu'ils soient tunisiens, français, brésiliens ou chinois, à tel point que nous assistons depuis une quinzaine d'années maintenant au « temps des émeutes »².
- 10 L'ouvrage propose un regard intéressant dans la mesure où les questions de reproduction sociale sont visibles notamment dans un contexte où l'état social est faible, voire inexistant. Le poids des déterminismes sociaux est ainsi réel et montre le manque de perspectives d'avenir pour des jeunes évoluant dans un pays où le néolibéralisme économique est prépondérant : le terme de « *zawwali* » est sans aucun doute le revers de cette forme d'économie où le découragement et le désespoir ne sont jamais loin. Mais, à la différence des pays anglo-saxons, nombreux sont les jeunes qui se plaignent, très souvent, de ne pas avoir de droits : en effet, très peu d'entre eux ont des contrats de travail dont la conséquence accentue la concurrence et, par-là, les situations d'humiliation. Ce constat constitue une différence de taille avec les États-Unis ou l'Angleterre où les droits sont entérinés malgré les politiques néolibérales. Cet ouvrage collectif brosse un portrait plutôt inquiétant sur la Tunisie du début du XXI^e siècle. En effet, celle-ci semble cumuler un ensemble de retards en matière de développement de ses régions intérieures, un déficit réel au niveau des infrastructures universitaires, une faible capacité d'évolution au niveau de son industrie et de son agriculture, qui laisse présager un avenir difficile comme le montrent les départs fréquents de certains jeunes vers l'Europe.

NOTES

1. Louis Chauvel, *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au xx^e siècle*, Paris, PUF, 2003.
 2. Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, Paris, Bayard, 2009.
-

AUTEUR

ÉRIC MARLIÈRE

Éric Marlière, maître de conférences HDR en sociologie à l'université de Lille